



Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 10 au 25 août 2016.

Faits saillants

- Insécurité grandissante à Beni : Environ 50 civils tués par des hommes armés dans la ville de Beni
- Réduction de l'accès humanitaire au sud Lubero suite à l'insécurité.
- Près de 2 200 nouvelles personnes déplacées à l'ouest de Beni.
- Près de 39 500 personnes déplacées vulnérables assistées dans les territoires de Beni et Masisi

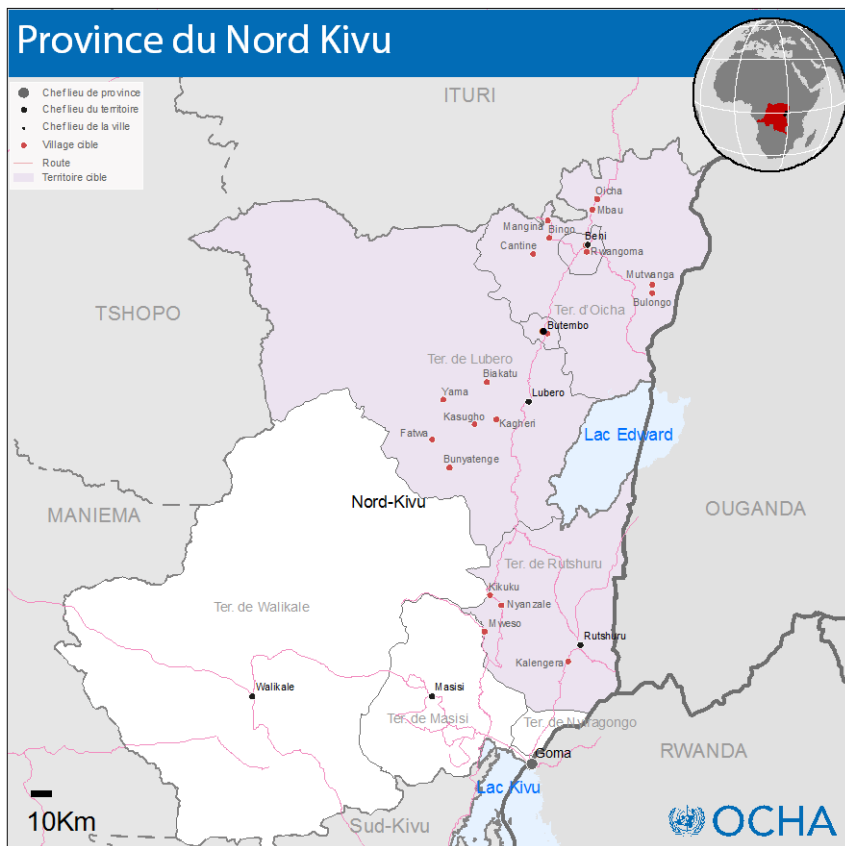
Aperçu de la situation

Le massacre d'environ 50 civils le samedi 13 août à Rwangoma et Mbelu, deux quartiers périphériques de la ville de Beni, a occasionné une série de marches de colère et de protestation organisées le 17 août par les bureaux de la société civile de Beni, Oicha et Butembo après trois jours de deuil national décrété par le Gouvernement central. Dans la ville de Beni, des sources hospitalières ont rapporté trois décès et au moins huit personnes blessées pendant les manifestations de colère. Selon la Société civile, plus de 1 000 personnes ont été tuées dans le Territoire de Beni depuis octobre 2014. L'insécurité qui prévaut dans la ville de Beni et ses environs immédiats empêche les populations d'accéder à leurs champs. Ce contexte précaire aggrave la situation humanitaire déjà fragilisée. Les activités humanitaires (accès et autres interventions) ont été paralysées à la suite de trois journées villes mortes décrétées du 15 au 17 août par la Société civile.

Pendant ce temps, les mouvements pendulaires des habitants sont constatés dans la ville. Les habitants des quartiers périphériques touchés par ces tueries hésitent à retourner dans leurs maisons.

Certains préfèrent passer la nuit au centre-ville de Beni et retourner chez eux dans la journée. D'autres ont préféré se déplacer vers d'autres zones. Ainsi, l'ONG nationale ACOPE rapporte qu'il y aurait 839 ménages déplacés à Butembo, 422 à Halungupa/Mutwanga, 677 dans la commune rurale de Bulongo, à Mangina et dans des familles d'accueil à Beni.

L'insécurité persistante au sud-ouest du Territoire de Lubero ne permet pas aux organisations humanitaires d'accéder aux personnes déplacées. Quelque 2 140 nouveaux ménages déplacés (chiffres à vérifier) seraient récemment arrivés dans cette zone, selon des sources humanitaires. Ils sont répartis dans les localités de Bunyatenge (850 ménages), Kasugho (1 050 ménages) et Kagheri (240 ménages). Ils sont arrivés des localités et villages de Masekeseke, Fatua, Bingo, Yama, Makokwando, Kabili, Patalmo, Musumbu et de Katenderwa, entre juin et juillet, suite aux exactions perpétrées par des hommes armés et aux affrontements entre groupes armés. C'est dans cette zone que des agents humanitaires et des opérateurs économiques sont souvent pris en otage par des hommes armés.



Les frontières, les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas une reconnaissance ou une acceptation officielle de l'organisation des Nations unies.

Source(s): OCHA & Partenaires.

Carte créée le 25 /08/ 2016.

Besoins et réponses humanitaires



Multi-secteur

- La présence d'environ 440 ménages déplacés (2 215 personnes) a été rapportée à Cantine (434) et à Biakato (69), à l'ouest de Beni. Selon une ONG nationale, ces ménages proviennent de la province de l'Ituri, fuyant des affrontements le 27 juillet entre les Mayi-Mayi Yira et les Mayi-Mayi Simba dans plusieurs carrés miniers du territoire de Mambasa (Ituri). Selon une ONG nationale, 95 personnes auraient été tuées, 36 personnes blessées seraient internées dans les structures sanitaires de Cantine (après leur arrivée) et près de 274 cases auraient été incendiées. Il y a nécessité d'organiser une évaluation des besoins humanitaires en faveur de ces déplacés.



Éducation

- Les démarches des autorités visant à encourager les déplacés estimés à 600 ménages à libérer les quatre écoles primaires occupées à Oicha (nord de Beni) depuis l'incursion le 30 juillet des hommes armés du 30 juillet n'ont pas abouti. Les incursions répétées qui sont menées dans la zone ne rassurent pas les déplacés qui restent convaincus que tout pourrait arriver à Oicha. La rentrée scolaire prévue dans moins de deux semaines risque donc d'être perturbée par la présence de déplacés dans lesdites écoles.



Santé

- Dans un document de plaidoyer du 5 août remis à OCHA, le Médecin directeur de l'hôpital général de référence (HGR) d'Oicha, au nord de Beni, relève les difficultés de fonctionnement que connaît son hôpital suite aux incursions des éléments présumés de l'ADF. Selon le document, les incursions du début et fin juillet 2016, ont entraîné un départ massif des malades. Cela représente une perte pour cet hôpital qui fonctionne sous autofinancement. Cette structure médicale d'intérêt public qui emploie 210 fonctionnaires (dont 3 % seulement reçoivent leurs salaires de l'État), a une capacité d'accueil de 320 lits et dessert plus de 335 814 habitants, dont plus de 90 000 personnes déplacées. L'hôpital est situé au cœur d'une zone affectée par les activités des présumés ADF. L'hôpital se trouve actuellement dans une situation difficile sur le plan fonctionnel et plaide pour un appui en médicaments et en frais de fonctionnement.



Sécurité alimentaire

- Le Programme alimentaire mondial (PAM) en collaboration avec ses partenaires a assisté 39 535 personnes dans les territoires de Beni et de Masisi :
 - 8 767 personnes, ciblées comme très vulnérables en insécurité alimentaire ont reçu une réponse d'urgence en cash via son partenaire de distribution Diakonie et Trust Merchant Bank du 23 au 25 août. Cette assistance marque le premier cycle d'assistance en faveur de ces personnes déplacées qui sont arrivées à Mbau dans plusieurs vagues de déplacement pendant l'année 2016.
 - 30 768 personnes déplacées vulnérables assistées en vivres nature via la Caritas à Mweso (15 au 18 août) et à Kalengera (23 au 26 août), dans le Territoire de Masisi. Cette réponse était coordonnée avec une réponse en Articles ménagers essentiels (AME) organisée par l'ONG Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), partenaire du RRMP. Ces déplacés ont fui des affrontements entre les groupes armés dans les localités de Kikuku, Nyanzale et leurs environs.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Leo Kortekaas, Chef de sous-bureau OCHA Nord-Kivu, kortekaas@un.org Tél : +243 (0)81 709 6802 / +243 (0)9 70 003 777

Nadia Berger, Chargée de l'Information Publique OCHA Nord-Kivu, berger@un.org, Tél: +243 (0)81 708 0987 / +243 (0)97108 5633

Vicky Prekabo, Assistant à l'information Publique OCHA Nord-Kivu, prekabo@un.org, Tél: +243 (0)81 706 1295 / +243 (0)99 860 4373

Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, edoumou@un.org, Tél: +243 (0)81 706 1213 / +243 (0)97 000 3750

Pour plus d'informations, consultez : Humanitarianresponse.info/RDC ; www.reliefweb.int; www.unocha.org

Afin de recevoir (ou ne plus recevoir) ce bulletin d'informations, veuillez envoyer un courriel à prekabo@un.org et berger@un.org